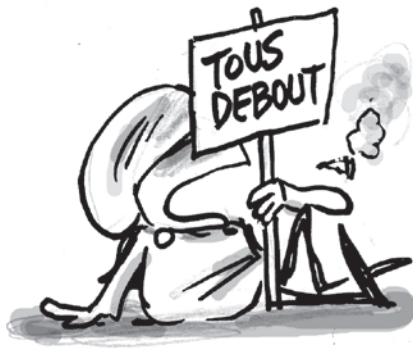




Finassons pas, finissons-en !

irrégulomadaire satirique N° 92, avril 2016

Fichage ADN :
Par ici,
Génome !

p. 4

NANTES LIVRÉE AUX CASSUREURS

La ritournelle des politiques et des médias sur la facture de la casse lors de manifestations masque un acteur majeur de ces bris de vitrines. En fait ce ne sont pas les contribuables qui paient le gros des dégâts, mais bien les assureurs. Sur le sujet, Nantes métropole garde un silence policier. Sur la police d'assurance quoi.

► page 2



Pas de porte
Frénésie
boutiquière

Commercialiser les commerces, un grand défi de notre temps en la riante Cité des Trouduc de Bretagne.

JOHANNA Rolland l'a annoncé: les 4000 m² de commerces en mezzanine sur les voies, prévus en 2019 dans la future gare-galerie marchande sont garantis sans effet de «concurrence avec le centre-ville», a précisé la maire (Ouest-France, 11/11/2015). Commerces du centre ville qui disent pourtant tirer la langue. Au même moment, surgit un projet pour la Petite-Hollande avec encore plus de commerces, «une construction de 8000 m²». Ce qui s'ajoute aux 3000 m² de l'extension en galerie marchande du passage Pommeraye. Ne parlons pas de l'aérogare envisagé à ND-des-Landes. Face au Bouffay, le carré Feydeau, longtemps coquille vide de 13000 m² (sous-sol, rez-de-chaussée et premier étage) peine à trouver boutiquier preneur au-delà du supermarché Carrefour condamné par la justice à ouvrir pour respecter le contrat initial. Le nième pôle commercial en centre ville est à la peine.

C'est vrai que ça manque de lieux où consommer et surconsommer.

Lors du «grand débat Loire», les technocrates consultationnistes avaient retenu pour la Petite-Hollande la proposition de déplacer la médiathèque Jacques-Demy, et là, miracle, «l'espace libéré pourrait être réinvesti par des commerces, avec l'avantage de se situer à l'extrémité du circuit commerçant de centre-ville» (Presse-O, 9/10/2015).

Déjà en 2013, le Cina, Club immobilier de Nantes Atlantique, très intéressé par ce genre de chantier, réclamait «la création d'un espace commercial de centre-ville de 25 000 à 35 000 m² près de la place du Commerce, alliant commerces, loisirs, culture» (Ouest-France, 15/09/2013).

Promoteurs privés et élus sont d'accord: «Nantes Métropole a prévu 50 000 m² de surfaces supplémentaires pour le centre-ville dans les dix prochaines années.» (Journal des Entreprises, 07/09/2012).

Et la coconstruction, dans tout ça? Nantes va lancer des grands travaux, mais soumis bien sûr à consultation, alors que les choix sont déjà affirmés. On discutera sans doute de la hauteur des bordures de trottoir. Uriner dans un stradivarius est donc une des dernières figures de l'urbanisme participatif. Et tant pis si «le nombre de commerces vacants augmente, ce qui inquiète les professionnels. En cause, notamment les loyers jugés excessifs par rapport à la rentabilité attendue» (Ouest-France, 23/07/2015).

La coconstruction à la Johanna Rolland, c'est surtout du cocommerce cote minute: il en sortira bien un peu de vapeur.

Ali Babel

Casse toi, pauvre contribuable !

Nantes gagne en assurance

Casse en ville ? Bah, « c'est le contribuable qui paie ». Faux : majoritairement, c'est l'assureur. Lulu peut vous l'assurer.

DES vitrines de banque en miettes, des panneaux de pub fracassés, la mairie repeinte sauvagement, un abribus explosé, autant d'aléas matériels qui déclenchent des déclarations unanimes d'élus et de médias : c'est le contribuable qui paiera. Mis à part caresser les partisans de l'ordre et de la tranquillité bancaire dans le sens du poil hérissé, l'énoncé est quand même un peu frelaté. Le contribuable, tapé au portefeuille ? Mais alors à quoi servent les assurances ? C'est simple, quand une collectivité a déjà subi des bris et tags, elle assure le risque, que le jargon des assureurs nomme « émeutes et mouvements populaires ». En cas de nouveaux dégâts, l'assureur rembourse les frais et réparations si le montant excède la franchise, montant minimum de prise en charge. Le contribuable n'est donc pas le payeur intégral, sauf la part du budget communal réglant le contrat d'assurance.

Usager, pas contribuable

Les déclarations médiatiques sont parfois lapidaires. Exemple : la radio France Bleu (22/03/ 2016) déplore trois arrêts de bus et de tram détruits, chiffrés à 2500 euros par Clear Channel, la boîte qui détient le marché publicitaire et gère les arrêts de bus et tram pour le compte de Nantes Métropole. La radio fait parler Pierre-Yves Bichon, le directeur régional : « Ces réparations sont inscrites dans le contrat de mobilier urbain qui nous lie à Nantes Métropole. Mais indirectement, c'est le contribuable qui est touché. » Renseignement pris



par Lulu auprès de Clear Channel, ce n'est pas tout à fait ça : « Il voulait dire "l'usager", qui ne peut plus s'abriter, pas le contribuable en tant que tel, rectifie Véronique Ferrantin, l'attachée de presse du groupe à Paris. Le remplacement est prévu, à notre compte. Et on a une assurance. Mais ce n'est pas un domaine dont on parle facilement. » Les collectivités peuvent demander à l'État de payer la facture** ou une partie. Mais les tribunaux administratifs ne marchent pas souvent, vérifiant au cas par cas si la casse a un caractère prémédité, organisé ou pas, et ergotant sur les preuves et témoignages d'un lien de causalité entre les dommages et les délits. Le projet de fonds national spécifique d'indemnisation n'a pas abouti,

à la différence du fonds en cas d'événement terroriste.

Le temps est couvert

En cas de dommages lors de manifs ou en marge, « les commerçants qui ont assuré leurs biens (garanties incendie, bris de glaces...) sont généralement couverts contre les dégâts consécutifs à une émeute ou à un mouvement populaire. En revanche, les vols commis par les manifestants sont rarement garantis », disent les pros de l'assurance*.

Mais si on lui demande des précisions, la Fédération française des sociétés d'assurances botte en touche, renvoie à la SMACL, Société mutuelle d'assurances des collectivités locales, acteur majeur pour les communes, et qui se trouve être l'assureur de Nantes métro. Mais bon, tousser, raclement de gorge, c'est un peu généralités aux alentours : « Il y a plusieurs typologies de risques, mobilier urbain, voirie, bâtiments, mairie, école... confie Jean-Claude Madelénat, directeur du département assurance et développement de la SMACL à Niort. Mais les dégradations et préjudices lors de manifestations sont, disons modiques, si on les compare à 2005, quand des gymnases, des écoles ont été incendiés. » Pour



le reste, il faut qu'il demande l'autorisation de parler.

Un peu plus loquace, Alain Jezequel, directeur du service aux collectivités chez le concurrent Maif : « Pour les grosses communes, les contrats sont soumis à appels d'offres, avec des garanties en cas d'« émeutes et mouvements populaires ». La franchise varie entre 10000 et 50000 euros, elle est prévue au cahier des charges, en général rédigé avec l'aide d'un consultant qui fait varier les garanties selon le risque. La voirie et ses "accessoires", grilles de protection, plaques d'égout, n'est généralement pas assurée... Le mobilier urbain, candélabres, abribus, pas toujours. »

Interrogé par Lulu, Nantes Métropole se contente de donner le nom de son assureur, la SMACL, lauréat du marché public déjà connu. Le montant de la franchise, le cahier des charges de l'appel d'offres qui fixe les modalités de la couverture ? « Nous n'irons pas au-delà de cette réponse », rétorquent laconiquement les services de l'agglo. Sujet sensible. Et donc maintenu opaque. Il était temps d'opacifier. Qu'on nous foute la paix. ■

Johanno Brisé-Menu

** Selon l'article 2216-3 du code des collectivités, « L'État est civilement responsable des dégâts et dommages résultant des crimes et délits commis, à force ouverte ou par violence, par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés, soit contre les personnes, soit contre les biens. »

* www.ffsa.fr, site de la Fédération française des sociétés d'assurance, 24 mars 2006.



Concon centré & necté Le temps à l'Orange

LA nouvelle boutique « smart Lstore » Orange ouverte dans l'extension du passage Pommeraye se la joue science-fiction. On y passe de l'étage réparation-diagnostic au niveau vente par un escalier interne et par une inscription sur liste d'attente, via la tablette que chaque vendeur a accrochée à son poignet. Un gars du haut n'a pas le droit de vendre. Il enregistre donc numéro de téléphone du client, nom, description sommaire style « blouson marron » et refile le tout via internet à un ses collègues à deux mètres de lui. Ils consulteront leur poignet. On pourrait pas se parler, dans le genre interactif comme au bistrot ? « Euh non. C'est un travail où on est très concentré ». Centré sur quoi ? ■

Bonjour les dégâts

Casse du siècle. Des vitrines repeintes sans devis, un peu sauvagement, du verre étoilé ou brisé après une manifestation contre la loi Travail. Pas contents, les commerçants disent leur ras l'bol de la casse. Mais, au milieu de ces fulminations, voilà un Pierre-Yves Bichon, directeur régional des panneaux de pub Clear Channel qui lâche : « Honnêtement, Nantes est une ville plutôt sage en terme de vandalisme, par rapport à d'autres grandes métropoles » (Radio France, 21/03/2016). Il veut casser l'ambiance ou quoi ? ■

Totalent caché. À peine la voie express Nantes-Vannes désertée par les anti-aéroport de Notre-Dame d'Hollande, samedi 27 février, les experts du groupe Total ont couru inspecter leur station-service taguée au passage du cortège. Leur devis est sorti à la limite de l'excès de vitesse : 100000 euros tout rond de réparations. Calculer pour son propre compte les dégâts a l'air beaucoup plus facile que de reconnaître l'ampleur du préjudice subi par la nature lors d'une pollution par un pétrolier-poubelle, appelons-le Erika, au hasard, ou une canalisation mal entretenue sur un fleuve, disons la Loire. ■

Votourisme Grand flop destinationnal

Malgré l'avis de mobilisation massive, gros échec du référendum à la noix.

NANTES, malgré la retape, tout le monde s'en tape. Recalé direct au concours European Best Destinations, où les villes en compète rameutent elles-mêmes leurs partisans, habitants chargés de plébisciter leur propre patelin, justement là où ils ne vont pas en vacances. À Nantes, les instances officielles ont battu le rappel sur leurs sites et les fameux réseaux sociaux : Le Voyage à Nantes, la Chambre de commerce, le CCO, l'école Audencia, l'école centrale, l'école de design, la

ville de Nantes, Nantes Métropole, l'agence Nantes Développement, l'asso des boutiquiers Plein Centre, le syndicat des hôteliers UMIH, le Château des ducs, le Palais des congrès, le réseau Tan... Tous en campagne, poussant à voter massivement en ligne du 20 janvier au 10 février. Ouest-France, Presse-O, France 3, RTL, le Journal des entreprises, Télénantes, Le Télégramme, Hitwest ont largement relayé ces appels au peuple à truquer les votes en cliquant comme des malades et

en rameutant d'autres votants frénétiques. Plus énervés que pour un référendum d'aéroport. Un logo a été conçu, déjà cerné de palmes comme un César de sous-préfecture vainqueur par avance. Ratage sur toute la ligne. Le chauvinisme petit bras des Nantais n'a pas suffi à infléchir la tendance. Nantes se classe 4^e et rate le bronze. Une vraie déchéance de la destinationnalité. Les Croates de Zadar remportent la palme du chauvinisme numérique. Votez vite pour dénoncer le vote truqué. ■

Très marqué Bagnole sandwich

DES véhicules municipaux déguisés en caravane de pub du Tour de France ? Possible. Les bus et les panneaux martèlent déjà les incitations à consommer. Ce coup-ci, les voitures de fonction des cadres et les fourgons des espaces verts pourraient bien arborer une réclame pour une marque de retraite complémentaire ou d'engrais chimiques de jardin. Les municipalités de l'agglo nantaise ont reçu récemment une demande de la Mairie de Bouguenais. Question : « Certains d'entre vous ont-ils retenu pour tout ou partie de leur parc de véhicules l'option location financée par le marquage publicitaire ? » Reste plus qu'à vendre les espaces aux annonceurs sur les écharpes tricolores... ■



À bonne école Allons enfants de la patriiiiiie

Une deux, une deux.

Tu sais pas ce que tu veux faire, plus tard? Enfant de troupe tout de suite. À Saint-Nazaire, le collège Pierre-Norange a depuis septembre une CDSG, Classe de défense et sécurité globales. Deux heures par semaine en classe de 3^e, à écouter des gradés, des responsables du Souvenir français sous le drapeau tricolore brodé de la devise «À nous le souvenir, à eux l'immortalité». Les gamins se font expliquer le «monopole d'Etat de la violence légitime», visitent le commissariat, speech du sous-préfet, topo d'un capitaine gendarme prônant dès le collège le double culte «courage et volonté». Par ce «projet innovant», l'éducation nationale espère «dévelop-

per chez eux un sens moral» mais jure ne pas pousser les jeunots à s'engager sous les drapeaux. Après la défaite de Sedan en 1870, l'école s'est déjà chargée du bourrage de crâne, l'amour et la défense du pays par les armes, la haine du boche via les leçons de morale et l'étude de grandes guerres passées. Fallait bien faire de l'écologiste un patriote, puis une bonne chair à canon. À partir de 1882, les gniards ont même une instruction sportive via des «bataillons scolaires» d'entraînement. On a aujourd'hui changé de guerre et d'ennemi mais le cœur y est toujours. Le jour de gloire n'est pas encore arrivé? En attendant, contre nous de la tyrannie, l'étendard sanglant est agité. ■

Para militaire Aarde à vous!

UNE médaille décrochée «de haute lutte» (*Ouest-France*, 12/03/2016). Des faits d'armes pendant la guerre d'Algérie valent donc breloque. À Saint-Herblain, un papy ancien para, deux ans chauffeur du colonel Bigeard, en a décoré un autre, commando de renseignements dans le djebel pendant un an et demi. Quoi, quoi, quoi, la torture? Bigeard disait bien : «Je n'ai pas dit que ça n'existait pas, tout le monde le sait qu'il y a eu de la gégène [...]. M'emmerdez pas avec ça, on en parle toute la journée, ça suffit.» Para, c'est l'abréviation de paranoïa? ■

Flirt et filtre Strontium toi-même!

Une usine de ripolineurs chimiques. Où ça? En plein quartier populaire de Saint-Naz. On respire.

AIRBUS envoie en l'air quelques saloperies. On ne parle pas d'avions, mais plus discret, de composés organiques volatils, COV invisibles à l'œil, de vapeurs de chromate de strontium, parfaits pour nourrir le cancer. À Montoir, un arrêté préfectoral du 29 octobre 2014 a mis le holà. Pas plus de 200 tonnes de solvant par an utilisées, sinon gare! Et 60 t de rejet de COV maxi*, scrogneugneu. Pour les composés du chrome, chromates de strontium, de zinc, etc, on compte par heure, ça fait moins lourdingue: pas plus de 0,5 g par heure.

Pour continuer à polluer en passant sous les mailles des contrôle, Airbus a trouvé la parade: suffit d'externaliser une part de l'activité de peinture anticorrosion des pièces d'avion, utilisant du chromate de strontium. Saloperie hautement cancérigène, disent ceux que tout gêne hautement. Une entreprise, Rabas, a été chargée d'aller dissoudre ces sales machins un peu plus loin: 1300 m, ça suffira. Elle a ouvert un département Rabas Protec, dans le quartier de Méan, juste à côté de la vasière de Méan, et va y brasser 150 kilos par an, en 2x8, cinq jours la semaine, mais aussi, pour les bains de dégraissage, du tétraborate de sodium classé cancérigène de catégorie 1B, et reconnu «reprotoxique», autrement dit «pouvant nuire à la fertilité et au fœtus». 150 kg par an c'est le volume annoncé par Rabas, qui n'aura qu'à demander une autorisation pour augmenter les quantités...

L'enquête publique s'est tenue aux périodes les plus peinarde, mi-juillet mi-août 2015. Résultat? Feu vert officiel. En gros, tout baigne. D'ailleurs, les bâtiments voués à cette nouvelle activité de la boîte ont été construits avant l'enquête publique. Les méandres du rapport du commissaire enquêteur apprennent quand même que la production utilisera aussi quantité d'acide sulfurique et tartrique, finissant après rinçage dans des cuves vidangées deux fois l'an, c'est promis. Que les peinturlures «liquides hydrodiluable par pulvé-

risation», à 80 % appliquées par des robots, finissent en rejets gazeux filtrés et refiltrés (juré, craché!) avant d'être bazardés par deux cheminées. Aucune isolation sonore pour les extracteurs d'air qui doivent propager dans l'atmosphère moins d'une tonne de composés organiques volatils par an, et pas plus: c'est garanti sur le papier. Une tonne gazeuse, quand même... profitant à 80 000 personnes du secteur, estiment les opposants qui assignent la préfecture au tribunal administratif.

Toujours selon le rapport: le site risque d'être en zone inondable. Tout baigne, on vous dit. Maisons voisines de l'autre côté de la rue, école à 150 m, institut pour handicapés en internat à 40 m. L'avis de l'autorité environnementale du 16 juin 2015 note que les «imprécisions et manquements» du dossier font douter de «l'absence de risques pour la santé des riverains». L'agence régionale de la Santé ne trouve rien à redire, si ce n'est que «la méthodologie de l'évaluation des risques sanitaires» n'est pas conforme aux règles officielles. La société y concède des «retombées atmosphériques pouvant aller contaminer des jardins potagers de riverains» mais affirme que c'est quantité négligeable et que l'impact n'a pas été étudié. «Le barouf qu'on a fait sur le chromate a poussé la Dreal (inspection des installations classées) à contrôler Stelia (ex-Aerolia, ex-Airbus-ville) et à lui demander une régularisation de sa demande de rejet qui sont hors normes» explique à Lulu un des riverains de l'association Vivre à Méan-Penhoët.

Le patron de la boîte se dit exaspéré. Pourquoi on lui cherche des noises, lui qui promet de flirter avec le zéro déchet? «Ils s'attaquent à un petit. STX, leurs bateaux, ils ne les peignent pas peut-être?» (*L'Écho de la Presqu'île*, 11/03/2016) Traduire: Arrêtez de m'emmerder, y a pire à côté. Un truc à ne pas pouvoir voir ses voisins en peinture. ■

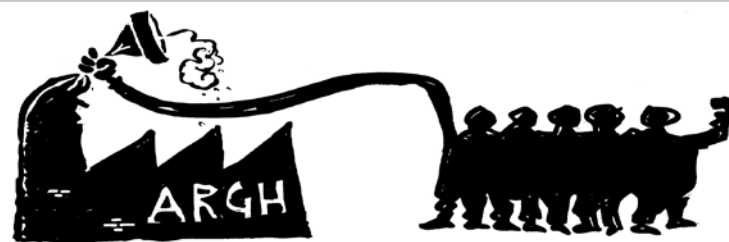
Salvador Dilatoir

* Pour le site Airbus de Bouguenais, c'est limité à 66 t par an et idem 0,5 g de chromate par heure (arrêté préfectoral, 28/10/2014)

Accroche toi au pinceau

La peinture qui craint? Bientôt interdite. Ou bientard.

Le chromate de strontium? Interdit en Europe dès juillet 2017. Ou pas : «Le fournisseur de la peinture estime que les recherches sont complexes et que la substitution ne sera réellement applicable qu'après 2019», note le rapport de l'enquête publique. Avant d'avoir commencé à produire, le patron de Rabas a promis de ne plus utiliser un jour le chromate de strontium cancérigène et le tétraborate de sodium reprotoxique. Proposition «jugée pertinente sous réserve qu'elle puisse être réellement mise en œuvre à une échéance proche», note le commissaire enquêteur. Résumé: ça craint, on fera un effort mais on ne sait pas quand. Les remplaçants? Inconnus. Mais il faudra procéder «au plus tôt» à la substitution, dès que cela sera «techniquement et économiquement» possible ajoute l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ça promet. ■



LATULULULU?

Goût de bouchon

Ouest-France, 17 mars 2016

Trente heures par an bloqués dans les bouchons nantais. Estimation tirée du rapport annuel de l'Inrix, une boîte qui vend des applis qui tuyaute sur les embouteillages. Nantes, 8^e au classement fait moins pire que Paris (45 h/an), mais moins bien que Juigné-les-Moutiers (où ça bouche que quand Momo s'arrête devant chez le charcutier pour acheter des bouchées à la reine pour une bouchée de pain). Et sinon, pendant trente plombes, il fait quoi le bouchonné nantais ? Il ronchonne, il bougonne, il congestionne, il change-de-colonne. Et ça solutionne que dalle. ■

Saint-Cybernard

Ouest-France, 18 avril 2016

Attaque d'une quinzaine de sites cathos par des hackers tunisiens. « *Ce ne sont pas les catholiques Nantais qui sont visés, l'attaque est nationale* », tient à rassurer le diocèse. » L'évêque doit avoir un CAP en cellule psychologique. ■

Cœur de chiotte

20 minutes, 8 avril 2016

L'envoyée spéciale à la foire internationale de Nantes a déniché un gadget indispensable, une « *brosse WC en forme de cœur - idéale pour la Saint-Valentin* ». L'idéal pour bien torcher ses histoires d'amour. ■

Le blog au doigt

Ouest-France, 16 janvier 2016

Axelle « *community manager, rédac'web, catloveuse, thé addict et nantaise d'adoption* » teste les « EVJF ». Les quoi ? Les enterrements de vie de jeune fille, voyons. C'est pour son blog sur le mariage. Elle n'est pas encore branchée divorce ni DVJF, pendant marketing de la bague au doigt. Les DV quoi ? Les déterrements de vie de jeune fille. ■

Streetégie

Presse-Océan, 3 mars 2016

Faut reconnaître, c'est du titre qui déchire : « Nantes : ces rues stratégiques qui sont à la merci des travaux ». Paraît même que « les usagers des rues nantaises vont payer un lourd tribut à l'extension des réseaux ». Ah la la. La semaine prochaine : le Cours des 50 otages pris en otage par des chantiers au long cours. Avec des ouvriers corvéables à merci. ■

Banco sur l'info !

Page 6, rien à dire.

C'E magnificent article d'Ouest-France dit le 7 mars tout le bien qu'il faut penser de la BPI, Banque publique d'investissement qui « *rassemble les entreprises en croissance* ». C'est l'étape : l'information, un placement. En l'occurrence, l'info est placée page 5. Plus loin, feuillets, feuillets, page 7, bingo : la BPI réapparaît en très bonne place, encart publicitaire payant sur fond jaune pétant, format 21,5 cm par 32,5 cm, soit 2,7 fois plus grand que l'article. C'est ce qu'on appelle un retour sur investissement. Et c'est à ça qu'on mesure l'indépendance d'un journal.

Acidité désoxyribonucléique

Par ici, génome !

À Nantes, la génétique privée se la joue ethnique et développe la chasse au faciès ADN.

FAUT se méfier des Caucasiens. C'est une innovation mondiale née en Loire-Inférieure : l'Igna, Institut génétique Nantes-Atlantique, a annoncé mi-décembre avoir mis au point le portrait robot génétique. Une trace d'ADN, cheveu, sueur, sang, salive, prétend déterminer l'apparence physique d'un suspect. La police, les gendarmes, les magistrats vont raffoler de ce système de prédiction morphologique. Le profilage génétique d'un quidam louche dira si le coupable idéal est de type caucasien, alias indo-européen, ou s'il est de type négroïde, sibérien, apache, patagon ou de Garges-les-Gonesses.

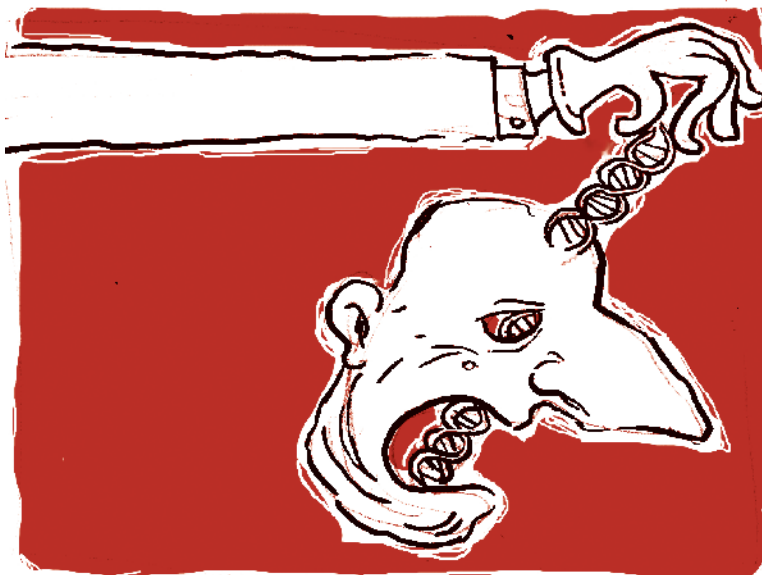
Poil aux sourcils

Les enquêteurs attendent des données fines comme l'écartement des pupilles, la largeur de la mâchoire, la pilosité entre les sourcils, le décollement des oreilles, la calvitie, les taches de rousseur, le volume de la boîte crânienne, sur lesquelles planchent déjà des chercheurs en extrapolation de segments d'ADN, à partir de quelques cellules récupérées ici ou là par des enquêteurs. Évidemment, ça prétend être aussi fiable qu'irréfutable, puisque scientifique.

Au départ, il y a six ans, le ministère de la Justice était opposé à ces méthodes de recoupements sur une base génétique. Des scientifiques mettent en cause la fiabilité de la prédiction sur ces bases. Des juristes soulignent que l'ADN n'est pas la reine des preuves, même si les juges d'instruction considèrent la génétique comme un recoupement irréfutable. Le procédé a supplanté l'aveu comme preuve suprême de culpabilité. L'Igna est déjà un des plus gros pourvoyeurs d'analyses ADN à la justice. C'est un des premiers labos français d'expertises criminelles à utiliser des traces d'ADN pour établir les caractéristiques physiques d'un suspect et donc son « portrait-robot génétique », « outil d'aide » pour les enquêteurs.

Togg, flippe ta race

En 2007, le labo privé nantais avait joué les précurseurs avec des tests d'orientation géogénétique (Togg) assurant trouver l'origine géographique du quidam, et la



Valet de traqueur

OUTRE la génétique, l'Igna fait parler les ordis, même dits « *nettoyés* ». Les experts du labo sous traitant de la police traquent des milliers de données stockées, effacées ou non, d'ordis saisis ou de bigophones portables, retrouvant SMS enfouis, photos géolocalisées, journal des numéros appelés... L'Igna, un organisme génétiquement modulé. ■

couleur de la peau à partir de bouts d'ADN glanés sur une scène de crime. Avec comme groupes ethniques de référence les labels « *caucasien* » ou « *indien* », « *Afrique subsaharienne* », « *Asie de l'Est* », ou « *Afrique méditerranéenne* ». Complicé dans la mesure où les résultats d'analyse livrent des dosages de ces ancrages ancestraux, tant de pour cent caucasien, avec une dose de subsaharien (mais pas de Sud-Africains descendant Afrikaner), voire d'autres métissages anciens. Un magistrat narquois a demandé aux experts nantais si la géolocalisation génétique permettait de distinguer un Chinois d'Amérique d'un Chinois de Chine. L'Igna n'a pas répondu. Les juges d'instruction pionniers qui ont eu recours à la prestation nantaise privée l'ont alors fait très discrètement. On marchait sur des œufs. Les portraits-robots esquissés par des caricaturistes sur la foi de témoignages plus ou moins mémorisés ont déjà montré leurs limites, voire leurs fiascos retentissants.

Vichy, sors de ce corps

Avec sa velléité de détermination ethnique, le procédé Togg est tombé sur un os, des magistrats soulevant le risque d'« *utilisation à caractère xénophobe* ». Dominique Brault, juge d'instruction à Lyon (Syndicat de la magistrature)

Idole des jeûnes

Respiration de survie

C'est dans l' journal. Une conférence sur les mange-lumière. Sans éclairage.

FATAL et biologique : sans flotte, on calanche en dix jours ; sans manger, on ne tient pas plus de 90 jours. « *Peut-on vivre de lumière sans nourriture ni eau ?* », titre pourtant Ouest-France (10/03/2016) en annonçant une conférence propagande sur le respirianisme* (aussi dénommé « *inédie* » ou « *pranisme* ») à Saint-Herblain. Une doctrine ésotérique fumeuse, parfaitement connue des rapports parlementaires et de la Mivililudes qui met en garde contre les « *pratiques charlatanesques à forte connotation sectaire* »** et les « *graves dangers*

pour la santé des personnes » qui voudraient « *se nourrir exclusivement d'air et de lumière* ». L'histoire de cette prétention à ne rien avaler hormis de la lumière et de la spiritualité est pourtant balisée de morts et de condamnations en justice. Seuls les prétendus pratiquants garantissent mordicus être parvenus à leur « *être divin* » en trois semaines chrono. Devant huissier ou face à des caméras en permanence, ça ne tient pas au-delà de quelques jours. L'initiateur de la soirée à Saint-Herblain, Fabrice Guilloux, dirige l'association Tourne-Sol qui dis-

pense des cours de tai-chi-chuan, de sophrologie et de méditation, présente des films sur l'agriculture bio. Fabrice Guilloux est formé à l'institut nantais Arepta*** présidé par un curé psychothérapeute, institut privé adepte de l'hypnose ericksonnienne, technique contre laquelle la Miviludes met aussi en garde. Le rationnel contre le conspirationnel du respirionnel. ■

* « Le mange lumière muselé », Lulu n°74-75, novembre 2011.

** AFP, 18 décembre 2010.

*** « La fac endormie par le préchi-prêcha », Lulu n°77, juillet 2012.

Ça va pas la tête?

Crâneurs oubliés

La tête de l'emploi, les bosses du crâne, version scientifique planquée au muséum.

C'ÉTAIT très en vogue au XIX^e. Scientifique. Imparable. La prédiction des risques de délinquance selon la forme des crânes humains. La « *phrénologie* » prétend déterminer « *le caractère et des fonctions intellectuelles de l'homme, d'après la conformation externe du crâne* ». Même le progressiste nantais Ange Guépin, médecin républicain coauteur d'une étude sur la misère des ouvriers en 1835, regrette que le muséum nantais ne dispose pas d'une collection de « *crânologie humaine et comparée* » et lègue donc un moulage en plâtre d'un assassin « *fils et petit-fils d'assassins, condamné à mort après plusieurs crimes, dont la tête porte l'empreinte de la féroce, de la discrétion, de la circonspection, de l'amour de soi, de l'idéalité jointes à l'absence de tout esprit religieux, bienveillant ou philosophique, en un mot de toute sociabilité* ». Le plâtre dort toujours dans les réserves. L'atavisme ne saurait mentir, le forme du crâne prétend déterminer que le criminel était « *rusé, cruel, discret, très adroit* ». Après une visite aux détenus politiques, Guépin observe que « *tous ces hommes ont la tête ronde, c'est à dire qu'il ont les parties latérales du cerveau développées. Un disciple de Gall* examinant leur crâne y verra un peu de cruauté, beaucoup de ruse* ». C'est de ces élucubrations pseudo scientifiques que naîtront les théories de Lombroso sur le criminel-né dont les formes « *primitives* » prédisposeraient au vagabondage, à l'« *état de sauvagerie* », au crime... Discreditée à partir de 1840, la phrénologie a disparu des radars de la criminologie. Un siècle et demi plus tard, le fichage dès l'enfance revient régulièrement comme la bonne idée de tri social anticipé. Pour le portrait robot, l'ADN prend le relais. ■

* Franz Joseph Gall, médecin allemand penseur de « *crânioscopie* », rebaptisée en 1810 « *phrénologie* », disait déceler les facultés et les penchants des hommes par la palpation des reliefs de la boîte crânienne.

Terre de pénis

Le marché du sexe augmenté

Du but à la bite, il n'y a qu'un pas.

QUAND il ne gère pas les Canaris, Waldemar Kita vend de la rallonge d'organe mâle via Vivacy, sa société de dermo-cosmétiques en ampoules injectables. Un marketing du pénis à rallonge ciblé Asie (JDD, 07/03) avant de draguer occidental. Le secret ? L'« *acide hyaluronique* »* antirides « *permettrait de gagner plusieurs centimètres, en longueur ou en largeur au niveau du sexe masculin* ». Les forums internet sont pleins de récriminations contre les effets secondaires du produit antirides. Pour le sexe augmenté, on ne sait pas encore. On peut craindre la débandade. ■

* Pour les ignares : l'acide hyaluronique est un polymère de disaccharides composés d'acide D-glucuronique et de D-N-acétylglucosamine, liés entre eux par des liaisons glycosidiques alternées beta-1,4 et beta-1,3. Les polymères de cette unité récurrente mesurent entre 10² et 104 kDa in vivo. C'est dit.

Ni Tromelin ni trop peu

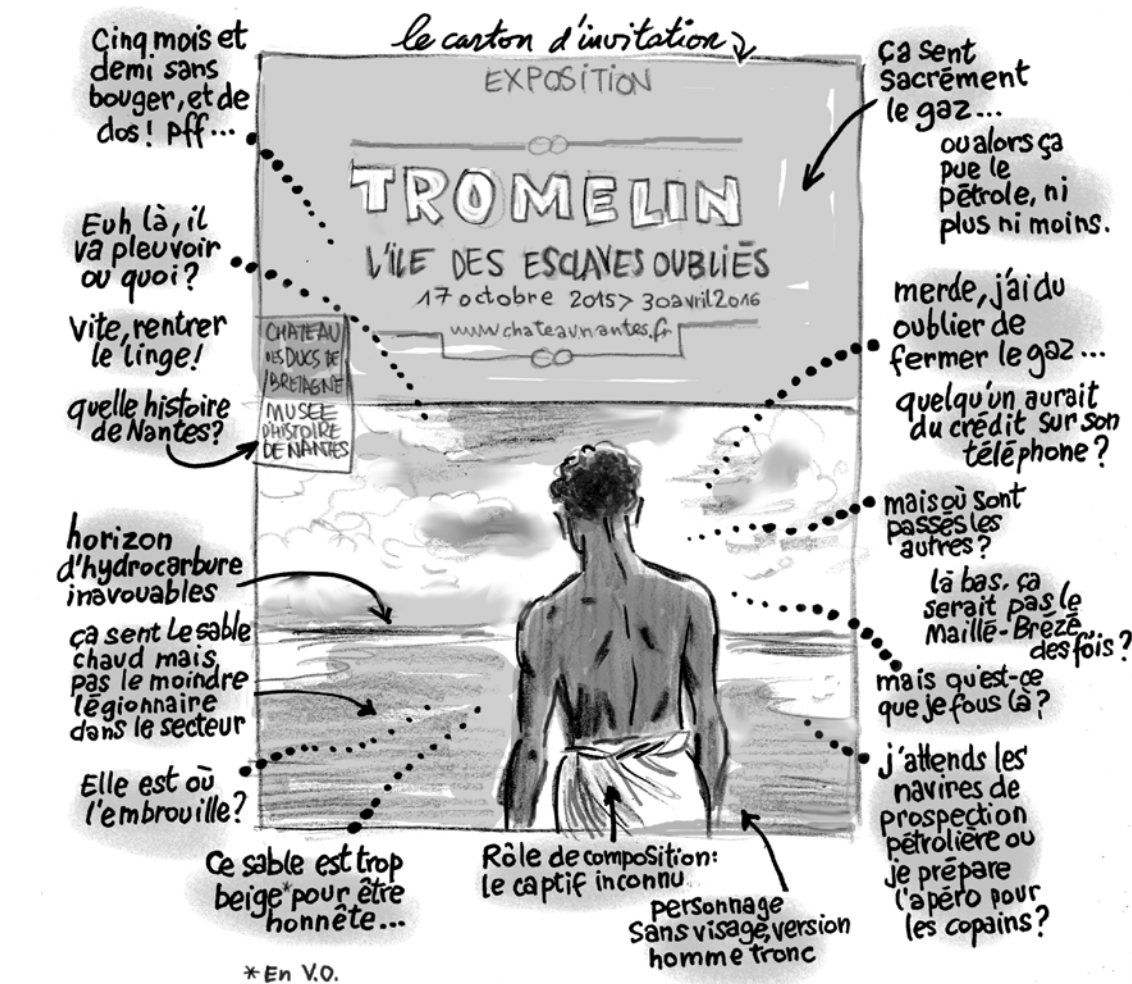
Le château planque l'or noir sous les Noirs

L'esclavage sert à tout, à draguer le tourisme à Nantes ou à s'approprier du pétrole à 9300 km de là.

Quelques poignées d'esclaves noirs abandonnés ont été retrouvés au Château des Ducs de Bretagne. On les a exposés six mois et demi, jusqu'à fin avril 2016. Cette exhibition de captifs voués à l'esclavage s'ancre sur la mémoire du navire L'Utile, échoué en 1760 sur l'île de Sable, un îlot paumé au large de Madagascar, aujourd'hui renommé Tromelin. Mais pour le rapport avec Nantes et la choucroute, pas évident. Le rafiote est construit et armé à Bayonne pour la Compagnie des Indes Orientales, qui a son siège à Lorient. Alors pourquoi cette expo échouée à Nantes ? Même mal géolocalisée, elle est portée par des intérêts géostratégiques lointains*. La fameuse dignité de la mémoire nantaise de l'esclavage sert de prétexte, submergée, presque instrumentalisée par des considérations très terre à terre (ou mer à mer) liées à la prospection pétrolière, accessoirement à la pêche industrielle. On est bien loin de Nantes. Après tout, Jean Blaise revendiquait bien un « monument dispersé » pour parler à la faiblesse nantaise en patrimoine emblématique : on pourrait pareillement convoquer des traces de mémoire éparses, même imaginaires.

C'est à nous, d'abord !

Les estimations des experts en hydrocarbures subodorent entre six et 12 milliards de barils de pétrole et de trois à cinq milliards de m³ de gaz à extraire dans ce secteur dit « canal du Mozambique » où surnage Tromelin. Modeste récif émergeant à près de 500 km de la terre la plus proche, Tromelin s'étale sur un petit kilomètre carré mais vaut en fait 285 000 km² de ZEE, Zone économique exclusive. Raviver le trace d'une présence française il y a deux siècles et demi sur un confetti des Îles Éparses tombe à pic, ces quelques terres flottantes faisant l'objet d'après revendications par Madagascar, les Comores et Maurice qui disputent à la France, non pas les seules îles, mais la vaste zone et les ressources qui entourent ces atolls à fleur d'eau. Avant l'indépendance de Madagascar en 1960, les Éparses en



dépendaient directement. En 1979 et 1980, l'ONU a sommé la France de les restituer à Madagascar. Et alors ? Rien du tout. « En 2005, les îles sont placées sous l'autorité des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF), qui ont la particularité d'être en dehors de l'Union européenne et permettent à la France d'y jouer sa partition en solo »**, soulignent les écolos qui dévoilent les intérêts pétroliers de la zone.

Riquiqui mais maousse pétrole

Le 5 octobre 2009, un colloque au Sénat sur les îles Éparses a utilisé Tromelin pour replanter fermement le pavillon tricolore sur l'Océan indien. Jérôme Bignon, sénateur de la Somme, réclame un « petit mémorial » sur Tromelin, symbole de « l'attachement de la communauté française » à cette terre si précieuse « ne serait-ce que pour rappeler ce qui s'est passé et qui mérite le respect de la communauté française qui montre bien que

l'Île des Sables était bien française ». Pour les juristes, il y a un hic à Tromelin, comme le note Jean-Paul Pancracio, prof de droit maritime à l'Université de Poitiers, « cette zone économique exclusive est bel et bien illicite en droit international comme toutes celles que la France a déclarées et tracées autour des autres îles Éparses de l'Océan Indien. L'article 121 de la convention de Montego Bay sur le droit de la mer précise que "les rochers qui ne se prêtent pas à l'habitation humaine ou à une vie économique propre n'ont pas de zone économique exclusive ni de plateau continental" ».

Responsable du projet archéologique à Tromelin, Max Guérout aimerait « que le travail scientifique et historique soit au-dessus des problèmes diplomatiques. Essayons de mettre un frein à toutes ces revendications. Mon souhait est que nous arrivions un jour à débarrasser la recherche de ces aléas contraignants et que celle-ci soit au-dessus du tumulte des actions politiques. On

n'en a pas été l'instrument des revendications, mais plutôt victime ». Dans sa version légère, l'expo espère aller à Maurice, mais il y a un problème : la convention de cogestion économique, scientifique et environnementale entre la France et Maurice pour Tromelin, signée en 2010, n'a jamais été ratifiée par la France. Lors du débat parlementaire qui a suivi, un député avait parlé de « cession de territoire pure et simple au profit d'une puissance étrangère ». Tout Malgache ou Mauricien approchant du château des ducs sera arraisonné irraisonnablement. ■

Olivier Prété-Grouneuiloux

* Des fouilles archéologiques menées jusqu'en 2013, est sorti un bouquin au CNRS, une BD aux éditions Dupuis, un docu de 52 minutes, et l'expo nantaise qui doit porter la bonne parole dans le monde entier...

* « Pétrole ou biodiversité ? Géostratégie de la France dans le Canal du Mozambique », note de la commission transnationale d'Europe Écologie Les Verts, 3 août 2012.

Chauve qui peut

Le grand ordonnateur du vide

Onze salariés ont fui le CCO en six ans. Prêt pour le guide des records ?

Pour les coups de promo perso avec l'association des chauves, Warin sait briller du crâne sous les projecteurs. Mais pour la gestion, ça coince. Malaise au sein de la petite équipe de neuf salariés (en plus de sa personne). Depuis mai 2010 à la tête du CCO, il a fait le vide et le revidé. De juillet à octobre 2011, un technicien régisseur est viré, une commerciale accepte une rupture conventionnelle, une autre démissionne. À partir d'octobre 2013, deux ans de procédure mènent à éjecter une troisième commerciale qui a tenté de faire reconnaître sa dépression en maladie professionnelle

puis en accident du travail. Aux prud'hommes le 3 mars dernier, elle a accepté un chèque de conciliation. Sa remplaçante avait démissionné fin décembre au bout de deux ans. Depuis, l'effectif enchaîne les départs, une chargée de com' (mais c'est pour sa carrière), une serveuse du Nid (le bistrot perché au haut de la tour Bretagne que gère le CCO, donc Éric Warin), le responsable du bar... En mai 2014, déjà, le directeur du Nid a été fichu à la porte en 48 heures. « Le CCO est un endroit où les salariés se font une expérience, un petit réseau, et partent », répond le président Philippe Audic à Lulu. Résultat de l'ambiance dégradée

qui règne, certains s'accrochent aux anxiolytiques, pleurs et arrêts maladie. Trois salariées écrivent au président pour demander des solutions à leur souffrance au travail. Le courrier se retourne contre elles, mises à pied illico et virées dans la foulée en mars 2016 pour la « faute grave » d'avoir alerté sur leur sort. L'inspection du travail, la médecine du travail s'en mêlent. Sans résultat. « Le management pathogène, l'incompétence, j'ai déjà pratiqué avec le directeur précédent », dit Philippe Audic en couvrant Warin, recruté pour redresser une situation chaotique*. Pour le reste je n'en dirais pas plus, on garde nos expli-

cations pour les prud'hommes. »**. À force de virer tout le monde, il risque de se virer lui-même par inadvertance. Ça serait dommage, il pèse quand même près de 70 % des subventions de fonctionnement allouées par les collectivités. C'est là tout l'art du collectiviste tributaire du contribuable. ■

Jean Amidonville

* « Méchants Rennais, volé concept », Lulu n° 67, décembre 2009

** Audience le 7 juillet pour une assistante de direction, 32 ans de boîte, et une assistante de la responsable administrative ; le 12 septembre pour la responsable administrative elle-même.

tagadac tagadac

► **Waf waf.** Il paraît que les chiens ne savent pas lire un calendrier. Bonne raison pour leur refiler des cadeaux périmés, en soldes, hors saison, comme ce « déguisement de père Noël » préconisé au moment des fêtes, assurant que le clebs « ainsi vêtu, fera assurément rire toute la famille et sera au centre de l'attention, ce qu'il adore ». Autour de 25 euros, en animalerie. On pourra aussi recycler la boîte-cadeau (la « box », pardon), bourrée de « friandises, jouets, accessoires malins ou produits de toilette rigoureusement choisis » (Ouest France, 21/12/15). Succès garanti puisque « le chien comprend vite que le paquet est pour lui et découvre, avec son maître, plein de nouveautés ». Les ptits bonheurs, c'est pas fait pour les chiens.

► **Saturlututu.** Le directeur d'EasyJet en France, François Baccheta, cause dans 20 Minutes (15/02/16). L'aviateur low cost assure que l'actuel aéroport nantais n'est pas du tout saturé pour les vols réguliers concédant quelques « pics de trafic en haute saison » des charters. Aucun problème d'encombrement des pistes ou de l'aérogare. Si même les compagnies aériennes font pas mine de croire à Notre-Dame-des-Landings...

► **Perverse errance.** C'est une première pour l'Académie de Nantes : du 29 février au 5 mars c'était « semaine de la persévérance scolaire ». Le reste du temps, on célèbre plus discrètement l'année du découragement permanent.

► **Manège.** Pris en flagrant délit dans un box d'un poney club de Saint-Nazaire, deux hommes reconnaissent des actes de zoophilie sur une jument (Presse-Océan, 21/02). Mais les juges vont devoir répondre à une question complexe. Maltraitance animale ou plaisir partagé au cours de jeux sexuels ? La jument « était consentante et prenait du plaisir », a avancé l'un des suspects aux enquêteurs. D'ailleurs, elle n'a pas porté plainte. Il faudrait la faire citer pour témoignage au tribunal. Mais il paraît que les juges sont un peu à cheval sur certains principes.

► **Come d'abondance.** L'argent n'a pas d'odeur, mais il y contribue. On vient discuter au café. De quoi ? Du bonheur. La notion de béatitude terrestre étant assez souvent mise en situation d'incompatibilité avec la misère crasse, c'est dans un établissement chicos, le Palatium, qu'a eu lieu un « happylab », le 6 mars. L'invitée, Isabelle Gautier* est « coach en abondance financière » et déblatère : « Et si l'argent tombait amoureux de nous ? ». Avant les fiançailles (et non pas fiançailles), s'inscrire sur un site de rencontres. Cherche argent facile pour culbute et plus si affinités. * Séance découverte à 65 euros l'heure.

Starte, tope là

Bon baisers de startupie

L'innovation ça sert à tout et à rien, mais numérique toujours. C'est la dernière figure de la modernité à la nantaise. Un peu de capital-risque du père Noël, et c'est parti mon kiki.

Traqueur moins le quart

Les consommateurs, ça ose tout, c'est même à ça qu'on les recommande.

ON l'attendait depuis le cré-tacé, cet avènement de la *start up*. Il a fallu patienter jusqu'en 2016 pour qu'ils viennent enfin révolutionner la consommation sans sommations. La «*success story*» locale joue au concours Lépine du numérique et des objets connectés, avec des *start up* chevilées au productivisme et à la conso à outrance, cherchant à satisfaire des besoins jamais exprimés, mais forcément essentiels. Des boîtes capitalisées par des *business angels*. Au plafond de magasins comme Ikea ou Décathlon, **Self advert** colle des boîtiers qui «*étudient les parcours clients en point de vente*», pour mieux ragencer le trajet en zones froides et chaudes et harponner ces consommateurs et leur vendre le truc qu'ils ne pensaient pas acheter. On vivait si mal, avant, sans ces «*solutions tracking*» et leur déambulation canalisée par une stratégie marketing. **Kiwatch** vend de la surveillance pour maison particulière couplant alerte intrusion et vidéo surveillance «*intelligente*» (qui se tortille dans tous les sens), le tout relié à des applis web et alertes SMS. Indispensable si un monte-en-l'air chaparde vos DVD quand vous êtes tranquille à racheter des plaques au casino de La Baule. **Lengow** fournit au commerce en ligne des interfaces pour «*optimiser ses flux produits sur tous ses canaux d'acquisition et de distribution (SEO, SEM, comparateurs de prix, market-places...)*». On se demande comment on survivait avant. **Kskills** vend du recrutement en ligne de développeurs, en leur faisant envoyer des lignes de code plutôt qu'un CV(bientôt enregistré sous un code barre?). **Neurokiff** jauge les émotions d'un dégustateur de pinard par ses ondes cérébrales retranscrites sur tablette «*de «very bad kiff à "100 % pur kiff"»*». À votre santé. **Connect'Inh** réalise un inhalateur pour asthmatiques, mais avec GPS et connecté à un smartphone qui cartographie quand et où on a eu du mal à respirer. Le flicage autogéré. On respire. **E-Doceo** a créé l'appli Skill Catch pour «*capturer un talent*» sur son smartphone: fragment de discours à la machine à café, baratin explicatif entre deux portes, démonstration à l'arrache, autant de «*savoirs*» transformés en microséquences de formation à diffuser. Un moulin à piquer la moindre idée plus ou moins brillante qui traîne. **Kiplin** organise des «*challenges bien être*» entre employés d'une boîte cliente grâce à un précieux «*tracker d'activité*» qui compte le nombre de pas parcourus par chacun dans la journée, intégré à un défi interne «*qui améliore le bien-être des salariés par l'activité physique et sportive*». Les culs de plomb seront mouchardés par le tracker.

Curieusement, aucune *start up* n'a pris la décroissance comme marché. ■



LE TYPE A LACHÉ SON CLAVIER. SANS DOUTE POUR SE GRATTER LE NEZ. BALANCE-LUI UNE PROMO POUR LA CRÈME APAISANTE CALMNAZO® DE LA GAMME ZENTARBOUÏ®

Trottino boulot bobo

Ça c'est palace !

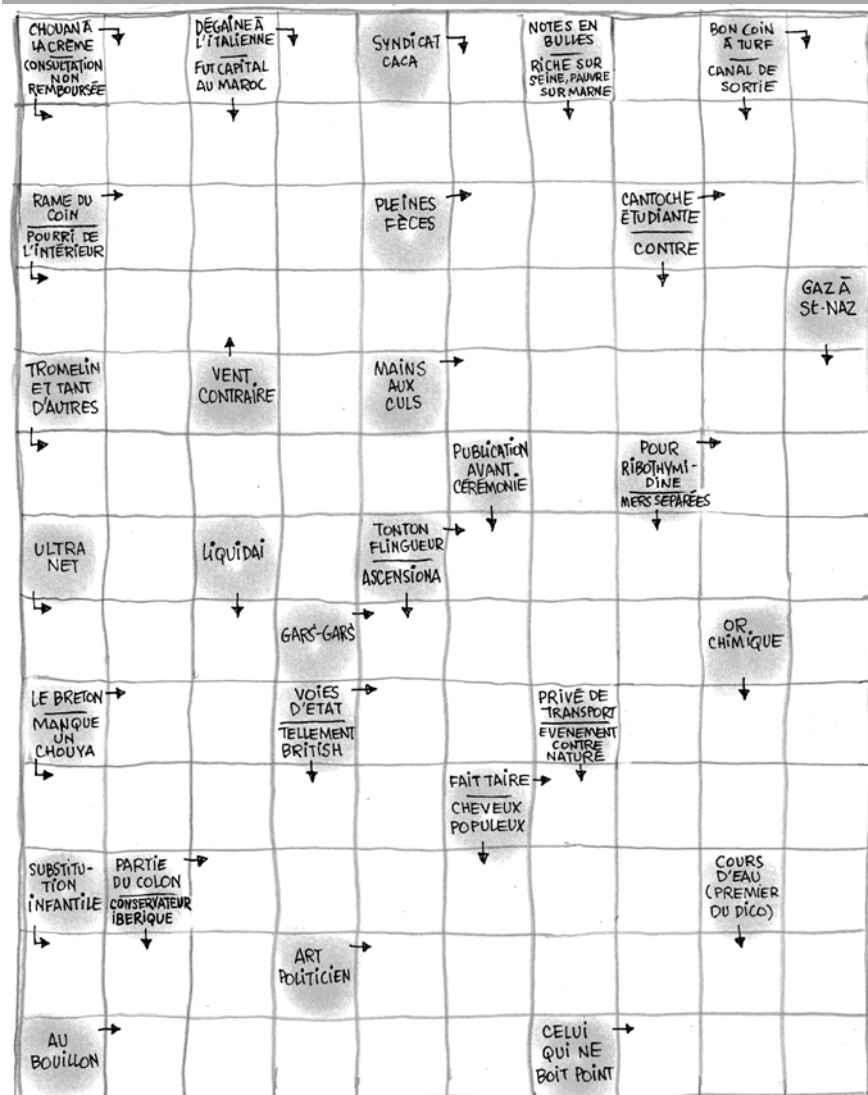
ON se tutoie sur le toit. C'est nouveau: à Nantes il n'y a pas qu'un palace -le Radisson-, il y en a deux: depuis septembre, il faut compter avec le «*Start-up palace*» sur le toit du parking Graslin. En ce lieu privé de 1008 m², idéalement situé au cœur de la cité, 37 burlingues se côtoient, chacun étant loué «*all inclusive*», avec prestations de coaching et poubelles vidées tous les jours, à une start-up du numérique. On y fait du *net working* à donf, avec café à volonté, *garden party* dans les jardins suspendus, en toute logique d'*open innovation*, bien sûr. Les tarifs des loyers vont crescendo selon que la boîte est en phase d'incu-

bation, en pépinière, ou en développement. Totalement *hype*, tout le monde s'y tutoie, les portes sont toutes ouvertes, il y a des coussins avec le logo Facebook, des jeux vidéo et des *playstations* en libre service, et on y roule en trottinette. Fournie par la maison la trottinette. C'est ça, le capitalisme décomplexé. Quand on sort d'Audencia, on a envie de rester un enfant, étant déjà un fils à papa. Le bureau collectif dispose aussi d'un *chief happiness officer* aux petits soins des occupants, propo-

sant sessions de massage, livraison de paniers bio, apéros trop *swag* et pince-fesses décontractés où on se *quest-liste* les uns les autres. C'est là que le Medef y a vraiment fait des soirées branchées sur le numérique. L'endroit rêvé pour une prochaine manif. ■



Moufles léchées



La solution est... en ligne dans le site lalettreallulu.com.

À la fortune du plein pot

Les rupins pleins aux as l'emporteront-ils au paradis ?

À LA mi-février, BNP Paribas a ouvert à Nantes un centre de gestion de fortune. La clientèle? Des nécessiteux en disette qui ont au moins « cinq millions d'euros d'actifs financiers sur leurs comptes », ce qui exclut les villas à La Baule, à l'Île d'Yeu, le chalet à Courchevel et ce qui est déjà planqué à l'étranger. Le service? « Expertise locale de haut niveau en ingénierie patrimoniale et en gestion de fortune », le tout « dans un esprit "family office" ».

Paradis lointains

Les clients visés sont donc de pauvres hères, « familles de tradition, entrepreneurs de première génération, dirigeants actionnaires familiaux, salariés membres des comités de direction des entreprises du CAC 40, cadres stock optionnaires » qui ont un besoin irrépensible d'« une réponse très experte et personnelle » de la banque la mieux implantée dans les paradis fiscaux. Pour draguer les jeunes, une « journée Famille et Patrimoine » est proposée à Paname aux 17-25 ans pour causer, sous forme ludique paraît-il, gestion des actifs financiers, contrats d'assurance, fiscalité, obligations et garanties du capital-in-

LA SUISSE RÉFORME SON ATTRACTIVITÉ FISCALE



Ciel, mes bijoux! Particularisme hôtelier

Âmes sensibles, ne lisez pas la relation de ce drame.

La misère est tombée dans le quartier Monselet comme une affection vénérienne sur le bas clergé. Le 21 mars, au lever du lit, une quinqu plaine aux as s'est fait chouraver pour 500 000 euros de bijoux de famille qu'elle planquait dans sa chambre. Trois déléstéurs se sont glissés à l'ouverture automatique de la grille de l'hôtel particulier (« d'aspect cossu » précise *Ouest-France*) ont croisé la maîtresse de maison au sous-sol. Bonjour madame, c'est pour un transfert de patrimoine. Ils lui ont demandé de remettre le magot et ni vu ni connu j't'embrouille. Moralité: faut pas traîner au sous-sol de chez soi. ■

vestissement... Paraît même que la banque a déjà délivré à cette occasion des autorisations de sé-

cher les cours à ses futurs clients (*La Tribune*, 20/02). Le site BNP ajoute qu'il prodigue

« des solutions techniques sophistiquées et une logique d'architecture ouverte ». Il ne dit rien, c'est curieux, sur la mise en examen d'une de ses filiales en avril 2015, BNP Paribas Personal Finance, pour « pratique commerciale trompeuse » pour des prêts immobiliers accordés en francs suisses à rembourser en euros. Rien sur les *class actions*, ces poursuites collectives devant la justice américaine qui demande 2,4 milliards de dollars de dommages et intérêts pour avoir facilité, en violant l'embargo américain, le financement du terrorisme au Soudan.

Paravent proche

Dans la bonne ville de Nantes, idéalement située entre la Suisse, le Soudan et les Bahamas, le chargé de fortune de la banque ne veut pas laisser le champ libre à ces salauds de la concurrence (JP Morgan, Rothschild) qui sont déjà sur le coup! Les rencarts se font dans des burlingues « dédiés et discrets près du Cours Cambronne », en fait au 3 rue Piron (c'est noté sur le site de la banque). Merde alors! Si Cambronne campe à la grille d'entrée du paradis... ■

Bill Portails

Ruée vers l'œuf

La rondelle ne fait pas le printemps

Pas de réforme de la Pâques prévue.

LA BAULE est présumée plus grande chasse aux œufs de Pâques de France. La Baule, c'est chocolat au ras des pâquerettes du parc des Dryades, organisé par la municipalité. Mais pas une bête chasse aux œufs en chocolat à chercher dans l'herbe, juste des jetons en plastoc blanc (40 000 ont été balancés à la volée dans le gazon) qu'on échange contre de vrais œufs. Mais attention, dix jetons maximum autorisés par môme. Il faut bien apprendre un jour à jouer au casino, la plus emblématique institution locale avec les palaces attenants. À Pâques, les mômes sont donc parqués entre des ganivelles, par tranche d'âge, dans trois zones cloisonnées, avec quelques animateurs en gilet fluo au milieu. Les gamins font la queue pour se faire tamponner la main. Contrôle contrôle. Les parents trépignent derrière des barrières. Le Baulois a toujours une intense propension au festif de plein air. ■



Civilités

Veillée d'armes bauloise

Montjoie Saint Denis! Sus aux Sarrazins. Que le saint glaive nous guide.

I VAN Rioufol a débuté à Nantes comme journaliste à *Presse-Océan*. Aujourd'hui il pérone extrêmement droitement au *Figaro*, mais se voit souvent ravir la vedette par Zemmour dans la posture du réac décomplexé. Convaincu que le pire est à venir contre les musulmans, il publie « La guerre civile qui vient », avec une couche sur la lâcheté ambiante, une autre sur les élites et politiques soldeurs de la nation, une autre sur « cet islam radical [qui] a des soutiens à l'extrême gauche et, surtout, dans la bienveil-

lance et l'aveuglement des esprits » et tant qu'à faire, un couplet sur « cette République émolliente qui a perdu toute virilité ». Au micro de la très droitiste radio bauloise*, il débâtère sur le besoin de prendre un jour les armes: « Nous devons nous préparer à des affrontements légaux, verbaux et brutaux, y compris par les armes. Il faut que la France renoue avec la culture des armes. » Avec une prédilection pour l'arme blanche, ou on équipe tout de suite les voisins de souche en missiles sol sol? ■

* Kernews, 24 mars 2016

Chaire et os

Est-ce que j'ai une tête de gondole?

Bonne nuit les petits, le marchand de responsable est passé

ANNONCE ronflante: « Le groupe Galeries Lafayette devient grand mécène de la chaire responsabilité sociétale des entreprises d'Audencia business school ». Galerie Farfouyette qui prétend « devenir la référence d'un commerce à la française éthique et responsable » arbore au rayon com' une « stratégie de contribution positive à l'évolution sociétale » avec une directrice « des Talents et du Développement Responsable du groupe ». Le chapitre vraie vie est un peu moins reluisant, le sociétal s'y étale moins fier et responsable. En décembre 2015, juste avant Noël, tous les syndicats du magasin nantais, CFTD,

CGT, FO, et les cadres de la CFE-CGC, ont fait grève contre la gestion du personnel et la disparité de traitement entre le magasin parisien boulevard Haussmann, qui avait versé une prime de mille euros pour bons résultats de l'année, alors qu'en province, malgré les résultats, ziquette. Les provinciaux se sont sentis « salariés de seconde zone ». L'augmentation de salaire était déjà de 1 % au magasin bd Haussmann, le double de ce qui a été consenti aux autres magasins de Paris, banlieue et province. Mais promis juré, Audencia portera un regard responsable sur ses traitements sélectifs. ■

Face aux vendus

Ne mélenchons pas tout

MÉLUCHE se cherche. En se merchant, Mélenchon a trouvé une audience. À Audencia, dans l'école pépinière locale de patrons. Le prêche aux apprentis managers a eu lieu le 2 mars. Jean-Luc Mélenchon est donc venu lancer sa campagne de présidentielle hors cadre, en quête de populo souteneur, et présenter à Sup de Co, sa « vision du monde », prétendant qu'au moins, ces « vendus au capital », il venait les « civiliser » (petits rires dans la salle) et que « c'est la première et la dernière fois qu'ils verront un homme de gauche de près. Au moins, ils verront que je ne crache

pas du feu et que je ne mange pas les enfants! ». À part se la jouer bête de foire, amuser le bourgeois et faire la promo de son dernier bouquin, on se demande ce qu'il espérait comme retour sur investissement. À défaut de croquer des enfants, il aurait pu mordre un fils à papa. ■



tagadac tagadac

► **Alice au pays des étrons.** L'avenir est dans le caca. C'est ce qu'étalet un article d'un tiers de page (*Ouest-France*, 15/02/2016) sur un binoclard nantais, Renaud Chambre, qui trimballe des goguenots dans un semi-remorque pour produire du méthane avec ce que chieront les festivaliers. Place au « ca-carburant »: c'est dans le titre, bien torché. Son projet s'appelle *Wonder Cake*, initiales WC, que *Ouest-France* traduit par « caca merveilleux », pour les obtus étanches à l'angliche. Au pays de Cambronne, si c'est pas merveilleuse.

► **Mauvaise passe.** Le commerce de drogue aux arrêts de tram inquiète un syndicat de traminots. « Depuis quelques mois, le vivre ensemble ne se passe pas bien... », remarque Chantal Roullaud, déléguée CFTD (*Presse-Océan*, 06/03). D'autant que le vivre bien ne se passe pas ensemble, et le bien vivre l'ensemble se perd dans les détails. Espérons que le mourir ensemble se passe mieux.

► **Classe.** Le département ouvrira en septembre un collège à Pontchâteau. Officiellement, « il offrira un cadre d'études adapté aux besoins des élèves ». Une parfaite adéquation entre l'offre et la com'. L'établissement n'ira donc pas contre les intérêts des collégiens. Il accueillera 24 « divisions ». C'est nouveau, on ne dit plus classe. Trop de risque de lutte de classes, sans doute.

► **Une affaire qui roule plus.** Des camions d'Eurovia, filiale bitumes et routes de Vinci, ont malencontreusement brûlé dans leur dépôt à Limoges. Sept d'un coup. « Un tag ZAD partout, pas de revendication outre ce tag », dit le représentant du parquet de Limoges*, Xavier Pasturel, qui tient le mobile présumé: futé, il fait le lien avec les chantiers potentiels de ND-des-Landes. Ce fin analyste livre une info jusqu'ici « confidentiel Défense »: « Ce sont des camions qui sont fait pour se déplacer, qui ont une mobilité. »* Le mobile c'est donc la mobilité. Pour éviter ces aléas incendiaires et les tracasseries d'assurance, Vinci n'a plus qu'à acheter des camions fixes, sans roues. Ou ne rien acheter, disposant désormais de magnifiques carcasses qui ont toutes ces qualités.

* *Le Populaire du Centre*, 27 janvier 2016.

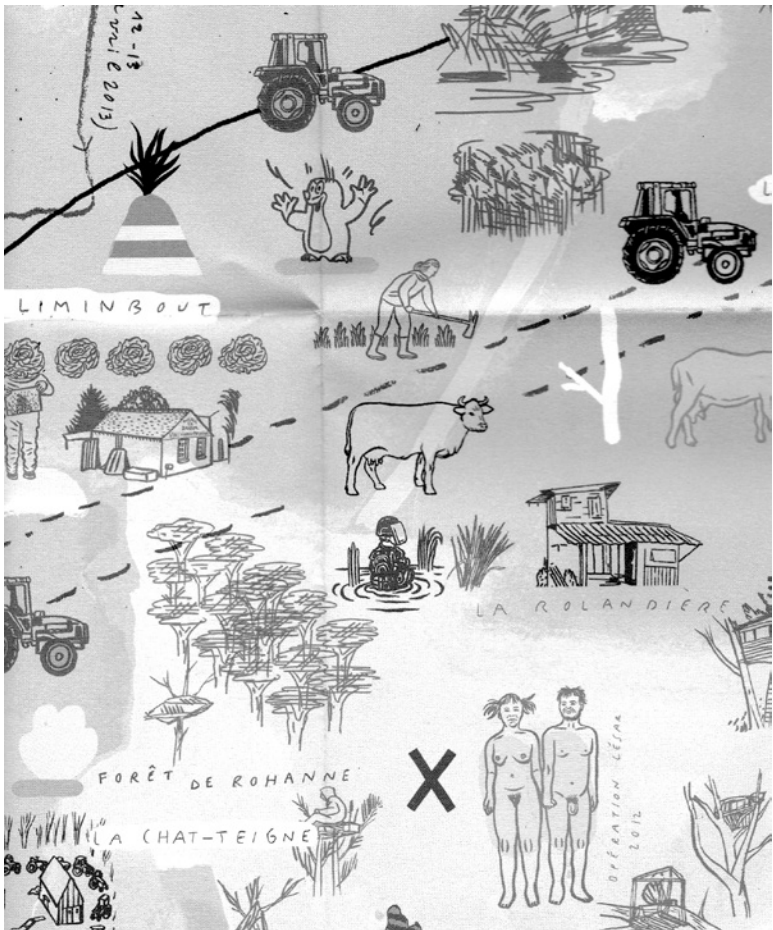
► **Ras-le-Bôle.** Avec en annonce « Les bonnes adresses pour une excursion de charme à La Baule », station d'exception qui « cultive une certaine idée de l'élégance », on s'attend à moult platitudes flagorneuses. Surtout venant du *Figaro* (01/09/2015) qui a dû pourtant faire écrire un stagiaire taquin: il glisse que, si le premier nom de la station a été La Bôle, c'est que « dans le patois local, "La Bôle" signifie "le merdier" » (délaissant la traduction usuelle: bôle, terrain vague recouvert à marée haute ou terres gagnées aux marais par les paludiers). Scoop: La Baule édiflée sur un tapis d'étrons. À moins que « merdier » en patois local ne signifie ravissant lieu d'aisance. ■

L'été de tous les dangers

Le PS dans une dépasse difficile

V'L'A t'y pas qu'après 22 ans à La Rochelle, l'université d'été du PS débarque à Nantes, terre d'alliance verte-rose*. En langue de bois dans le texte, on dit « *marquer le dépassement du PS dans la construction de l'Alliance populaire* ». Faut dire que le maire de La Rochelle a été exclu du PS pour avoir lâché la bannière rose aux municipales de 2014, et tenu candidature indépendante. Alors qu'il avait perdu aux primaires, le têtu a été finalement élu face à la liste PS pure laine. Mais officiellement, venir à Nantes, c'est pour changer et mieux draguer les autres forces de gauche. Les zadistes, probablement. ■

* Euh, ça fait pas un peu marron, ça ?



Zakarta

La carte de visite de la zad

À peine éditée, la carte de la zad est déjà un best-seller **low cost**. Épuisée, bientôt retirée.

C'EST le contraire de la technocarte. Dépliée, cette carte de deux tiers de mètres carré étale ses histoires en plusieurs couches superposées. On peut y vagabonder, s'y raconter des histoires, en rajouter d'autres au crayon de couleur, partir en visite sur place. Cette carte à histoires a une petite histoire: depuis plus de deux ans, un groupe de zadistes et associés gribouille et mémorise graphiquement les zones sensibles de la Zad, où s'envisageraient les travaux, où s'enracinent occupations et emprises agricoles. Quelques-unes de ces cartes sont téléchargées régulièrement sur le site zadnadir.org. Ce groupe CartoZ s'est allié à un dessinateur, un graphiste et un éditeur pour produire cette représentation à plusieurs lectures. Et ça s'est vendu comme des petits pains sur la quatre voies Nantes-Saint-Nazaire occupée par la manif du 27 février 2016. Un diable, des cartons de cartes et des centaines de gens ravis de repartir avec cette trace d'histoires autant que de géographies, au pluriel.

La carte qui vient de faire son tabac mêle récit cartographiques, notations subjectives, situations des lieux de vie, zones de conflits, policiers dans la boue, fourgons

renversés sur le dos, pieds de nez et poésie. Sans échelle et sans points cardinaux. Volontairement. « *Une carte pour se perdre et se retrouver, pour discuter, pour s'enrouler dedans* », dit Fred du collectif « À la criée » qui l'a éditée et la vend à prix coûtant, un euro. Symbolique. Le marketing manque d'ambition: elle n'est pas encore en vente dans toutes les bonnes gendarmeries. « *Il s'agissait pour nous d'évoquer l'ensemble de "l'humanité" sur le territoire de la Zad plutôt que de transcrire des surfaces précises, des divisions territoriales artificielles imbriquées comme un puzzle figé* », disent les auteurs. La Zad, c'est un grand territoire aux usages sans cesse réinventés, qui va des microactivités intimes aux macrorassemblément connectés au monde. La forme cartographique devait tenir compte de ce mouvement. Les limites des surfaces différenciées sont volontairement souples et, malgré une légende précise, ces surfaces sont colorées avec des tons très proches les uns des autres, pour signifier des statuts territoriaux sans doute différents mais destinés à se fédérer. » C'est bien connu: la Zad joue et jouera toutes ses cartes. Quant à prédire l'avenir, il faudrait savoir lire dans les cartes. ■

Eliclus Rezé

* www.alacriee.org/

T'es quitte zizi ?

La livraison du plus fort

À Nantes trop tendance, un panier repas uberisé, livré le nez dans le guidon. En selle !

EN grappes avec vélos, gilet vert pale, vers Commerce ou Bouffay, les livreurs de Take Eat Easy et de Deliveroo, récemment implantés à Nantes, attendent la commande pour filer livrer des plats de restos locaux. Écolo, éthique selon le site de Take Eat Easy, ça met en relation des « *courriers sympathiques et souriants* » et des « *clients qui ont faim* ». Le bonheur absolu entre coups de fourchette et sueur de pédaliers. Les blogs de copines bobos adorent. Après commande en ligne, les livreurs, pistés de bout en bout sur l'écran du client, déboulent « en moins d'une demi-heure ». « Complètement indépendants », en fait contraints d'adopter un statut d'auto-entrepreneur, de rouleur avec leur vélo perso, ils sont dits libres de leurs « shifts » (comprendre « horaires de travail d'une vacation »). Ils échappent donc au statut de salarié et aux protections du droit du travail. Plus besoin de finasseries, d'indemnités en cas de licenciement si le cyclorameur se fait virer après trois « *strikes* » qui sanctionnent une commande non assurée ou une course sans casque. Pas de congés payés, pas de cotisation sociale à verser par



l'employeur. Le monde rêvé de ManuMacron. « *Près de 40 courriers ont déjà été recrutés* », claironnait Nantes Métropole en janvier. On leur organise des « *drinks* » en fin de mois. Les plus performants ont droit à la casquette. La logistique est automatisée, les livreurs choisis par des algorithmes qui tiennent compte de leur rapidité. Coup de jarret et feux rouges grillés encouragés. « *Les gens qui font ça ne le font pas que pour le complément de revenu, mais aussi pour appartenir à une communauté, pour faire du sport* », déclarait un

des fondateurs, Adrien Roose*. Casque, 2^e smartphone, kit crevaillon, assurance accident, tout est aux frais du « *vélo-entrepreneur* ». La sacoche de livraison est prêtée, moyennant caution de 100 euros prélevée sur le montant des livraisons. Et combien ça rapporte ? Ça dépend du shift, mais ça tourne autour de 30 euros les trois heures. Brut évidemment. Mais la vie c'est comme le champagne, c'est rien que du brut ! ■

Louison Bobet

* *La Tribune*, 2 septembre 2015

Big Couac

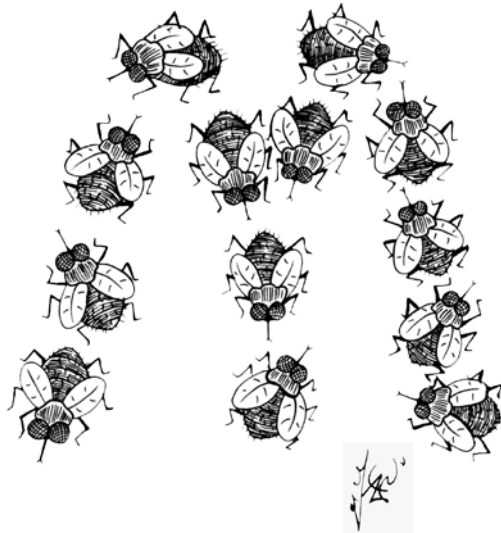
McDo vomit qu'ça

Ça se passe comme ça, chez MachinDo. Tu bouffes, tu gerbes.

McDo place du Commerce est à classer resto gastro, option dégueulis après six jours de fermeture forcée début février. Neuf lycéens intoxiqués, une jeune fille perd trois kilos en quelques heures. Bien mieux que les austères régimes minceur de charlatan. Regroupant services vétérinaires, répression des fraudes et prévention des risques, la Direction départementale de la protection des populations diagnostique un « *manque d'hygiène pouvant entraîner un risque pour la santé publique* ». La préfecture boucle le fastefoudeur gerbant, fauteur de « *nausées, maux de tête, troubles*

digestifs », diarrhées et attaques au bide évoqués par la presse comme le pas très classe « *vomit devant la classe* » (*Ouest-France*, 7/02/16) du lycée de Talensac. McDo ne concède que des « *problèmes techniques* », des « *non conformités* » du bâtiment, l'usure de revêtement, cofrage, cloisons, et des corrections à faire. Et quant à « *la suspicion d'intoxication, il n'y a toujours pas d'éléments manifestes: le restaurant n'a pas d'informa-*

tions sur les éléments consommés ou les horaires de passage » (*OF*, 9/02/16). En gros, McDo ne sait pas ce qui est servi ni à qui. Les tickets de caisse, ça doit être pour les chiens. ■



Qui ça ?



Ont œuvré à ce numéro: Anis Mauresque, Sophie Nasri, Fred Crayon, Jules de chez Smith, Pascale Hibrage, Anne Honnie-Mousse, Bill Guest, Warren Bouffé, Nicolas de La Casinière, S.G., Yas. Directeur de publication: Nicolas de la Casinière. N° ISSN: 1270-4911 - N° CCPAP: 0211 G 88321 La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lutte à Leuleu. Tirée à 3250 exemplaires sur papier recyclé par l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud, 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine. Les textes publiés sont « *copyleft* ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Les archives du journal sont sur www.lalettrealulu.com

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
email :

chèque à l'ordre de
La Lutte à Leuleu
11 rue des Olivettes
44000 Nantes
ou abonnement en
ligne via notre site (ci-dessus) et via Paypal.